

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** 129 (1984)  
**Heft:** 10

**Artikel:** Tour d'horizon  
**Autor:** Chouet, Jean-Jacques  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-348628>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 17.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

La mode, cet automne, est aux lignes dégagées.

Cinq marines de guerre, et non des moindres, ont ajouté leurs efforts à ceux des riverains pour draguer la mer Rouge: et si elles n'ont apparemment pas trouvé d'autres mines aussi récentes que celles qui avaient déjà sauté, l'opération a mis en évidence l'intérêt égal que l'Est et l'Ouest portent à cette voie; intérêt égal, mais non commun. Car, toutes considérations commerciales mises à part, les Soviétiques, capables de dominer au Sud le Bab-el-Mandeb, ont besoin du transit entre leurs bases de la mer Noire et l'océan Indien, alors que les Occidentaux, encore bien reçus par l'Égypte sur le canal de Suez, veulent pouvoir, cas échéant, fermer la mer Rouge à la flotte de l'amiral Gortchkov.

Mi-août, le roi Hassan II et le colonel Kadhafi ont scellé à Oujda une union plutôt mal assortie si l'on considère tout ce qui sépare le Maroc de la Libye sur le plan de la philosophie et de la pratique politiques, mais qui n'est pas sans effet sur le jeu des forces en Afrique du Nord. Le retrait, amorcé il y a un an, du soutien actif de Tripoli aux combattants du Front Polisario dans le Sahara occidental se trouve confirmé, pour le bénéfice d'une armée royale actuellement en bonne posture. Du même coup, Kadhafi se distance de l'Algérie, princi-

pale actionnaire du Polisario, à laquelle un accord de défense le lie cependant toujours. Quant à l'agression éventuelle contre laquelle Marocains et Libyens se défendraient ensemble, c'est pure hypothèse, aucun des dissemblables voisins de chacun des deux peuples n'ayant pour l'heure le goût, la raison ou les moyens de vaincre les forces conjointes de Hassan et de Kadhafi.

L'humeur de ce dernier, dont il peut changer demain, les difficultés intérieures qu'il connaîtrait, voire la lassitude de ses troupes, peuvent expliquer aussi en partie son consentement à l'évacuation simultanée du Tchad par les forces françaises et libyennes. Mais il y a surtout cette constante: Kadhafi arrête toujours les frais quand l'aventure tourne mal pour lui. Or celle du Tchad ne tournait pas bien, les Français ayant réussi à soutenir, par une logistique appropriée, une opération dont le succès n'allait pas de soi. Le dégagement laissera cependant les Libyens maîtres de la bande d'Aouzou qu'ils occupent depuis douze ans, et donc libres de relancer à tout instant leur armée vers le Sud. Les Français mettraient plus de temps à revenir sur le 15<sup>e</sup> parallèle. Du moins laissent-ils derrière une armée tchadienne mieux armée et mieux instruite.

Du Liban enfin, *Tsahal* pourrait se

retirer dans un délai qui n'est pas fixé, sans attendre que l'armée syrienne fasse de même. C'est un risque extrême que prend le nouveau gouvernement israélien. Pour Israël d'abord, qui se retrouvera dans la périlleuse situation stratégique antérieure à l'opération *Paix pour la Galilée*; pour le Liban ensuite, soumis désormais sans contre-poids à l'occupation syrienne, impuissant à empêcher un retour de l'OLP inespéré pour celle-ci, pour peu que l'on juge, à Damas et à Moscou, que Yasser Arafat peut encore servir.

Le dégagement s'arrête là, encore qu'il faille lui rattacher, pour mémoire, les accords par lesquels l'Afrique du Sud d'une part, l'Angola et le Mozambique d'autre part, sont convenus de ne plus stimuler la résistance armée chez le voisin, ce qui ne décourage apparemment ni l'UNITA en Angola, ni la SWAPO en Namibie, ni le Congrès national africain en Afrique du Sud, ni le Mouvement national de la résistance au Mozambique.

Mais les tendances du prêt-à-porter ne lient pas les grands couturiers. Ainsi, il n'est pas question, pour l'URSS, de se dégager de l'Afghanistan. Elle peut, en Libye, laisser Kadhafi faire de l'apaisement, voire le lui conseiller parce que l'important est que son point d'appui libyen ne s'affaiblisse pas dans des entreprises hasardeuses; le terrorisme anti-américain en recrudescence à Beyrouth ne peut lui déplaire, aussi longtemps du moins que les Etats-Unis sont em-

pruntés pour réagir utilement; et si son satellite vietnamien s'empêtre dans une résistance khmère qui s'enhardit de saison en saison, ce n'est pas encore catastrophique, puisque les bases aéro-navales soviétiques de la côte orientale de la péninsule indochinoise sont hors des atteintes de la guérilla. Il en va tout autrement de l'Asie centrale, où les Soviétiques sont engagés dans une guerre qu'ils ont voulue et provoquée, dans un terrain contigu à celui de leur empire, et où il leur est de moins en moins possible de soutenir la fiction d'un régime «socialiste» capable, avec un peu d'aide, de maîtriser ce qu'il appelle la contre-révolution.

L'engagement direct des Russes est à tel point irrévocable qu'ils n'ont pu, après des offensives de printemps qui n'ont pas eu raison de la résistance, faire autrement que de gonfler encore leurs effectifs et de prendre eux-mêmes en charge la surveillance, à défaut du verrouillage, des secteurs perméables de la longue frontière afghano-pakistanaise. Le but est évidemment de couper la résistance de ses sources de ravitaillement. Mais les Soviétiques ne se contentent pas de patrouiller le long de la frontière. Leurs avions et leurs hélicoptères, depuis longtemps, violaient l'espace aérien du Pakistan. Mais ce qui était sporadique semble devenir méthodique. Cela ne ressemble certes pas à une préparation d'offensive, qui aurait une tout autre densité, et une tout autre continuité. Mais cela sert à intercepter dans leurs bases de départ les hommes et les

armes qui s'apprêtent à rejoindre la résistance. Cela est fait aussi pour signifier au gouvernement d'Islamabad que l'accueil fait aux Afghans l'expose à des mesures de rétorsion que le commandement soviétique peut intensifier à sa guise. A plus longue échéance, le Kremlin peut spéculer sur l'agitation de populations mises en danger par la présence des réfugiés afghans. Tout cela montre que l'URSS ne peut faire autrement que d'user de beaucoup des cordes qu'elle a à son arc.

\*  
\*   \*  
\*

A voir l'URSS s'acharner sur l'Asie centrale, à la voir tenir les rênes courtes à l'Allemagne de l'Est et à d'autres satellites tentés de se comporter occasionnellement en Etats souverains, à considérer la santé florissante d'un espionnage militaire et technologique qui ne désarme jamais et celle d'un terrorisme international dont les animateurs ne se découvrent pas, mais dont il faut bien constater qu'il ne frappe presque toujours que les Occidentaux et leurs amis, la rhétorique dont les Grands nous gavent présentement perd toute séduction. Ce qu'un président des Etats-Unis dit dans la dernière ligne droite de sa campagne électorale n'engage jamais l'avenir, et l'on voit bien que le Kremlin n'en est pas dupe. Inversement, la dureté du langage de M. Tchernenko, les spéculations des kremlinologues sur la

signification profonde de l'éviction du maréchal Ogarkov, chef de l'état-major général soviétique, si elles décèlent des tensions intérieures, ne traduisent rien d'essentiel. Les actes et les faits sont seuls significatifs.

Or que voit-on? Que l'effort de surarmement soviétique se poursuit sans ralentir sa cadence, ce qui inquiète les Japonais comme les Européens; que les Américains — et c'est l'un des acquis de M. Reagan — font dans le domaine de la technologie militaire et des armements de haute qualité scientifique un effort destiné à compenser leur trop faible capacité de combat classique; que les Européens, les plus directement concernés par l'issue de cet affrontement, s'interrogent anxieusement sur leur aptitude à substituer à la dissuasion nucléaire une dissuasion classique aussi crédible.

C'est avec ces trois perspectives présentes à l'esprit qu'il faut considérer les plus récentes démarches diplomatiques et militaires des Grands, OTAN comprise. En proposant une nouvelle négociation sur la démilitarisation de l'espace, l'URSS ne souhaitait certainement pas rééditer l'accord de 1967 qui proscrit la mise en orbite d'armes de destruction massive; elle souhaitait en revanche protéger des satellites «tueurs» ceux qui servent à l'observation, à la détection, aux communications, ce qui peut arranger aussi les Etats-Unis. Mais les Soviétiques voudraient interdire non seulement les armes antisatel-

lites, mais encore celles, y compris les classiques, qui pourraient intercepter les fusées nucléaires intercontinentales. Dans ce domaine particulier, les Américains ont de l'avance, et ceci explique sans doute cela.

Quoi qu'il en soit d'une négociation qui, au mieux, ne s'ouvrira pas sérieusement avant l'élection du président des Etats-Unis, l'URSS n'a pas manqué de faire savoir ou plutôt de confirmer qu'elle essayait, elle aussi, des missiles de croisière à longue portée — 3000 kilomètres — à plateforme navale et aérienne. Ce qui veut dire qu'elle tente, comme elle le tente aussi pour les porte-avions, un rattrapage difficile dans un des rares domaines où l'autre Grand est encore supérieur.

\*  
\* \*

En fait de supériorité, l'OTAN s'est inquiétée des progrès techniques et numériques de l'aviation tactique du Pacte de Varsovie, qui grandit la menace sur l'infrastructure atlantique en Europe. Ce qui justifie la décision, concrétisée en juillet par un accord d'armement germano-américain, de rajeunir la défense antiaérienne en substituant aux *Nike* et aux *Hawk* un tandem *Patriot-Roland*, le premier tirant jusqu'à l'altitude théorique de 80 kilomètres, le second faisant de la protection rapprochée jusqu'à 3000 mètres. Compte tenu de sa justification, cet effort de modernisa-

tion n'a sans doute pas de lien direct avec la controverse doctrinale qui agite présentement l'Alliance atlantique, non quant à la nécessité, mais quant à la manière de renforcer sa capacité de combat — et donc de dissuasion — classique. Le problème est d'ordre stratégique, politique, financier, matériel, mais aussi opératif. Tenons-nous-en à ce dernier aspect de la question.

Le général Rogers, commandant suprême des forces alliées en Europe, a une idée précise du *Strike Deep*, conception selon laquelle les forces occidentales devraient être capables de frapper dans la profondeur et par des moyens classiques le deuxième échelon d'une masse offensive déboulant de l'Est. C'est la riposte lointaine, dépassant de beaucoup la simple «défense en avant». A cette doctrine, d'autres font deux objections: d'abord, et à supposer que les Soviétiques renoncent d'emblée à engager leurs armes nucléaires, nul ne sait comment ils procéderaient. Selon un programme rigide prévoyant des axes de pénétration et des objectifs prédéterminés? Selon une conception plus souple, imaginant l'attaque initiale sur un large front puis l'exploitation «au pifomètre» des percées obtenues? Certains affirment que les forces soviétiques sont actuellement instruites en fonction de cette deuxième hypothèse. Mais allez savoir... Ensuite, selon que l'on accepte la doctrine Rogers, ou que l'on croit, selon la deuxième hypothèse, à la vertu

d'une riposte de faible profondeur, les moyens à créer et à exercer ne sont pas les mêmes.

Il ne nous appartient pas de trancher. Mais on notera ici que, dans un cas comme dans l'autre, tout dépend de la volonté des alliés européens et de leur ami d'outre-Atlantique de créer les forces susceptibles de livrer l'une ou

l'autre des batailles possibles. Les controverses de doctrine ont leur valeur. Mais elles restent stériles si la volonté de créer les moyens reste en deçà des ambitions. C'est là le grand problème que les Européens et les Américains devront résoudre ensemble à brève échéance.

J.-J. C.

*Là où toutes les opinions se valent parce que personne ne cherche plus la vérité, là où chacun « s'exprime librement », parce que personne n'écoute plus personne, on trouve, très exactement, le royaume des morts.*

JEAN MAREJKO